

الرقم :	الموضوع : Gender based violence/Sexual violence		مركز المرأة العربية للتدريب والبحوث 
البلد : Tunisie	موقع الويب : www.jeuneafrique.com	المصدر : Jeune Afrique	
العدد و [ص] :	التاريخ : 2013/03/25		

Des Tunisiens réclament la démission de Sihem Badi

Des dizaines de manifestants se sont rassemblés, lundi 25 mars, à Tunis, pour réclamer la démission de la ministre des Affaires de la femme, Sihem Badi. Ils l'accuse d'avoir pris la défense d'un jardin d'enfants de la banlieue tunisoise où une fillette de trois ans a été violée à plusieurs reprises.

« Ministre de la honte dégage ! » ou encore « la ministre qui protège les pédophiles n'a pas sa place parmi nous ! ». Lundi, des dizaines de manifestants se sont rassemblés devant le siège du ministère des Affaires de la femme pour réclamer la tête de Sihem Badi. En cause, la réaction controversée de la ministre après le viol d'une fillette de trois ans dans une garderie de la Marsa, banlieue huppée de Tunis.

Selon la police, cette petite fille a été violée à plusieurs reprises par le gardien du jardin d'enfants, qui a été inculpé et placé en détention samedi. Or, le même jour, la ministre des Affaires de la Femme et de la famille, qui a notamment la charge des garderies, a affirmé que c'était un membre de la famille de la petite fille qui était coupable et qu'aucune mesure contre l'établissement concerné n'était nécessaire.

« Depuis trois semaines ma vie s'est transformée en cauchemar. Quand j'imagine ma fille qui pèse 11 kilos entre les mains, et à maintes reprises, de ce gardien de 55 ans je n'ai qu'une seule envie, mourir », a dit le père de la fille à l'AFP, demandant à ce que son anonymat soit préservé. « Le jardin d'enfants est toujours ouvert malgré ce qui est arrivé à ma fille », a-t-il ajouté, la voix brisée par l'émotion.

Sihem Badi au Qatar

Dans l'après-midi, Maher Souilem, représentant du ministère des Affaires de la femme, a indiqué que cette garderie a été finalement fermée lundi. « Le ministère a pris la décision de la fermeture de ce jardin d'enfant depuis quelques jours et la fermeture a eu lieu cet après-midi », a-t-il précisé, contredisant ainsi sa ministre de tutelle.

Sihem Badi ne s'est pas exprimée lundi. Elle est actuellement en déplacement au Qatar avec le chef de l'État, Moncef Marzouki.

Le suspect, s'il est reconnu coupable, risque la condamnation à mort, même si aucune exécution n'a eu lieu en Tunisie depuis 1991. La dernière personne à avoir été exécutée était un violeur et tueur en série d'enfants.

